



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But –Une Foi

ASSEMBLEE NATIONALE

XIII^{ME} LEGISLATURE

N°05/2018

LOI AUTORISANT LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À
RATIFIER LA CONVENTION-CADRE PORTANT CRÉATION DE
L'ALLIANCE SOLAIRE INTERNATIONALE

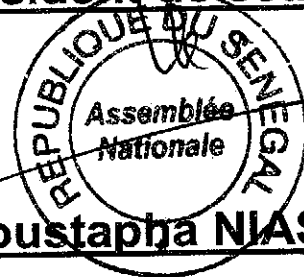
L'Assemblée nationale, après en avoir délibéré, a adopté,
en sa séance du jeudi 15 février 2018, la loi dont la teneur
suit :

Article unique

Le Président de la République est autorisé à ratifier la Convention-Cadre portant création de l'Alliance Solaire Internationale.

Dakar, le 15 février 2018

Le Président de séance



Moustapha NIASSE

RÉPUBLIQUE DU SENEGAL

ASSEMBLEE NATIONALE

XII EME LEGISLATURE

**PROJET DE LOI N°23/2017 AUTORISANT LE PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE À RATIFIER LA CONVENTION-CADRE
PORTANT CRÉATION DE L'ALLIANCE SOLAIRE
INTERNATIONALE**

COMPOSITION DU DOSSIER

1°) DÉCRET DE PRÉSENTATION N°2017-1389 DU 30 JUIN
2017 DE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ;

2°) EXPOSÉ DES MOTIFS ;

3°) PROJET DE LOI.

République du Sénégal

.....
Un Peuple-Un But-Une Foi

Décret n° 2017-1389
ordonnant la présentation à
l'Assemblée nationale du projet
de loi autorisant le Président de
la République à ratifier la
Convention-Cadre portant
création de l'Alliance Solaire
Internationale.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution,

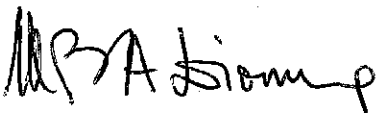
DECRETE :

Article premier.- Le projet de loi dont le texte est annexé au présent décret, sera présenté à l'Assemblée nationale par le Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur qui est chargé d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

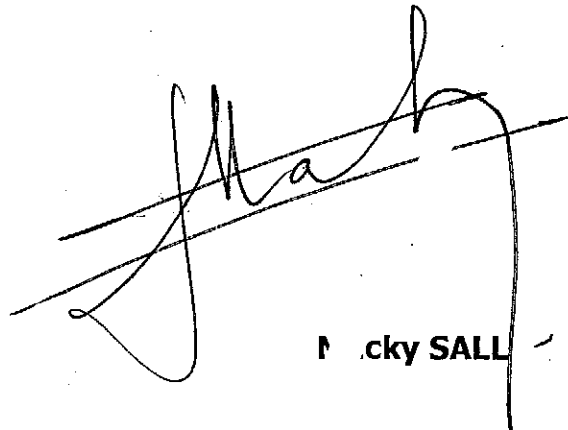
Article 2.- Le Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur et le Ministre du Travail, du Dialogue social, des Organisations professionnelles et des Relations avec les Institutions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Dakar, le **30 juin 2017**

Par le Président de la République
Le Premier Ministre



Mahammed Boun Abdallah DIONNE



Macky SALL

AKD/10/01/2016

REPUBLIQUE DU SENEGAL

N° _____ **MAESE/SG/DAJC/CAI**

Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

ET DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR

Dakar, le

EXPOSE DES MOTIFS

du Projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention-Cadre portant création de l'Alliance Solaire Internationale.

Reconnaissant que le développement durable, l'accès universel à l'énergie et la sécurité énergétique sont déterminants pour une prospérité partagée et l'avenir de notre planète, et reconnaissant que les énergies propres et renouvelables doivent être mises à la disposition de tous à un coût abordable, les gouvernements des pays réunis à Paris le 30 novembre 2015 en marge de la COP21, déclarent par la présente leur intention de soutenir la proposition de l'Inde, provisoirement intitulée Alliance Solaire Internationale, qui sera une plate-forme commune de coopération entre les pays riches en ressources solaires situés totalement ou partiellement entre le tropique du Cancer et le tropique du Capricorne.

Unis par la volonté commune de mettre les énergies propres et renouvelables à la portée de tous, à un coût abordable, ces gouvernements proclament leur intention d'adhérer à l'alliance solaire internationale afin d'assurer la promotion d'une énergie verte, propre et durable et de tirer parti des bienfaits du soleil à cet effet.

Ensemble, ils partagent l'ambition collective d'entreprendre des efforts innovants et concertés afin de réduire le coût du financement et le coût technologique du déploiement immédiat d'installations solaires concurrentielles dans l'ensemble de leurs pays et d'ouvrir la voie aux technologies de production, de stockage et de fabrication de biens reposant sur l'énergie solaire, qui soient adaptées aux besoins spécifiques de leurs pays.

Telle est l'économie du présent projet de loi

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une Foi

N° _____/MAESE/DAJC/CAI^f

MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES

ET DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR

Dakar, le _____

PROJET DE LOI

Autorisant le Président de la République à ratifier la Convention-Cadre portant création de l'Alliance Solaire Internationale (ASI).

—o00o—

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du.....

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE :

Le Président de la République est autorisé à ratifier la Convention-Cadre portant création de l'Alliance Solaire Internationale (ASI).

REPUBLIQUE DU SENEGAL

N° _____/MAESE/DAJC/CAI

Un Peuple – Un But – Une Foi

**MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR**

Dakar, le _____

PROJET DE DECRET

Le Président de la République

Vu la Constitution, notamment en ses articles 43 et 95 à 98 ;

Vu la Loi N°..... du autorisant le Président de la République à ratifier la Convention-Cadre portant création de l'Alliance Solaire Internationale (ASI).

DECRETE

ARTICLE PREMIER :

Sera publiée au Journal Officiel, la Convention-Cadre portant création de l'Alliance Solaire Internationale (ASI).

ARTICLE 2 :

Le Ministre des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur et le Ministre de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Fait à Dakar le

Par le Président de la République,

Macky SALL

Le Premier Ministre

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

Nous, Parties au présent Accord,

Rappelant la Déclaration de Paris du 30 novembre 2015 sur l'Alliance solaire internationale ainsi que notre ambition commune d'entreprendre les efforts conjoints nécessaires pour réduire le coût du financement et des technologies, mobiliser plus de 1000 milliards USD d'investissements requis à l'horizon 2030 pour un déploiement massif de l'énergie solaire et ouvrir la voie à des technologies futures adaptées aux besoins,

Reconnaissant que l'énergie solaire offre aux pays riches en ressources solaires, situés entièrement ou partiellement entre les tropiques du Cancer et du Capricorne, une possibilité sans précédent d'apporter la prospérité, la sécurité énergétique et un développement durable à leurs populations,

Conscients des obstacles spécifiques et communs qui entravent encore un déploiement rapide et massif de l'énergie solaire dans ces pays,

Affirmant que ces obstacles peuvent être surmontés si les pays riches en ressources solaires agissent de façon coordonnée, avec une impulsion et volonté politique fortes, et qu'une meilleure harmonisation et agrégation de la demande, notamment de financement, de technologies, d'innovation ou de renforcement des capacités dans le domaine de l'énergie solaire, entre les pays, constituera un puissant levier pour abaisser les prix, améliorer la qualité et mettre une énergie solaire fiable et d'un coût abordable à la portée de tous.

Unies par leur volonté commune de mettre en place un mécanisme efficace de coordination et de décision entre elles,

Sommes convenues des dispositions suivantes :

Article Ier Objectif

Les Parties créent par les présentes une Alliance solaire internationale (ci-après dénommée ASI) à travers laquelle ils apporteront une réponse collective aux principaux obstacles communs à un déploiement d'énergie solaire à l'échelle de leurs besoins.

Article II Principes directeurs

1. Les Membres prennent des mesures coordonnées par le biais de programmes et d'activités engagés sur une base volontaire, visant à mieux harmoniser et agréger la demande, notamment en matière de financement solaire, de technologies solaires, d'innovation, de recherche et de développement et de renforcement des capacités.
2. A cette fin, les Membres coopèrent étroitement et s'efforcent d'établir des relations mutuellement avantageuses avec les organisations compétentes, les parties prenantes publiques et privées et les pays non Membres.
3. Chaque membre partage et actualise, pour les applications solaires pour lesquelles il recherche les bénéfices d'une action collective dans le cadre de l'ASI, et sur la base d'une cartographie analytique commune des applications solaires, les informations pertinentes

concernant : ses besoins et objectifs ; les mesures et initiatives nationales engagées ou prévues pour atteindre ces objectifs ; les obstacles rencontrés tout au long de la chaîne de valeur et du processus de diffusion. Le Secrétariat tient une base de données de ces analyses afin de souligner le potentiel de coopération.

4. Chaque Membre désigne un Point focal national pour l'ASI. Les Points focaux nationaux constituent un réseau permanent de correspondants de l'ASI dans les pays Membres. Ils échangent notamment les uns avec les autres ainsi qu'avec les parties prenantes concernées afin de définir des domaines d'intérêt commun, et de formuler des propositions de Programmes et des recommandations à l'attention du Secrétariat en ce qui concerne la mise en œuvre des objectifs de l'ASI.

Article III

Programmes et autres activités

1. Un Programme de l'ASI se compose d'une série d'actions, de projets et d'activités à mener de manière coordonnée par les Membres, avec l'aide du Secrétariat, conformément à l'objectif et aux principes directeurs visés aux articles Ier et II. Les Programmes sont conçus de manière à assurer un effet d'échelle optimal et la participation du plus grand nombre de Membres possible. Ils comportent des objectifs simples, quantifiables et mobilisateurs.
2. Les propositions de Programme sont élaborées à travers des consultations ouvertes entre tous les Points focaux nationaux avec l'aide du Secrétariat et sur la base des informations partagées par les Membres. Un Programme peut être proposé par deux Membres ou un groupe de Membres ou par le Secrétariat. Le Secrétariat veille à la cohérence entre tous les Programmes de l'ASI.
3. Les propositions de Programme sont communiquées par le Secrétariat à l'Assemblée par diffusion numérique, par l'intermédiaire du réseau de Référénts nationaux. Une proposition de Programme est réputée ouverte à l'adhésion des Membres désireux de s'y associer si elle est soutenue par deux Membres au moins et si aucune objection n'est formulée par plus de deux pays.
4. Une proposition de Programme est officiellement approuvée par le biais d'une Déclaration commune par les Membres désireux de s'y associer. Toutes les décisions concernant la mise en œuvre du Programme sont prises par les Membres participant audit Programme. Elles sont exécutées sous la conduite et avec le concours du Secrétariat, par les Représentants nationaux désignés par chaque Membre.
5. Le plan de travail annuel présente une vue d'ensemble des Programmes et des autres activités de l'ASI. Il est présenté par le Secrétariat à l'Assemblée, qui veille à ce que tous les Programmes et activités dudit Plan entrent dans le cadre de l'objectif global de l'ASI.

Article IV

Assemblée

1. Les Parties mettent en place par les présentes une Assemblée où chaque Membre est

représenté, chargée de prendre les décisions concernant la mise en œuvre du présent Accord et les actions coordonnées à mener pour réaliser son objectif. L'Assemblée se réunit chaque année au niveau ministériel au siège de l'ASI. Elle peut également se réunir dans des circonstances spéciales.

2. Des sessions en petits groupes sont organisées entre les Membres participant à chaque programme afin de faire le bilan au niveau ministériel et de prendre les décisions concernant leur mise en œuvre ultérieure en application de l'article III.4.
3. L'Assemblée évalue l'effet cumulé des Programmes et des autres activités menées dans le cadre de l'ASI, notamment du point de vue du déploiement de l'énergie solaire, de la performance, de la fiabilité ainsi que du coût et du volume de financement. Sur la base de cette évaluation, les Membres prennent toutes les décisions nécessaires concernant la poursuite de la mise en œuvre de l'objectif de l'ASI.
4. L'Assemblée prend toutes les décisions nécessaires en ce qui concerne le fonctionnement de l'ASI, notamment le choix du Directeur général et l'approbation du budget de fonctionnement.
5. Chaque Membre dispose d'une voix à l'Assemblée. Les Observateurs et les Organisations partenaires peuvent participer sans droit de vote. Les décisions sur les questions de procédure sont prises à la majorité simple des Membres présents et votants. Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants. Les décisions portant sur un programme spécifique sont prises par les Membres participant à ce programme.
6. Toutes les décisions prises par le Comité de pilotage international de l'ASI institué par la Déclaration de Paris du 30 novembre 2015 relative à l'ASI sont soumises à l'Assemblée pour adoption lors de sa première réunion.

Article V Secrétariat

1. Les Parties établissent par les présentes un Secrétariat chargé de les assister lors de leurs travaux collectifs dans le cadre du présent Accord. Le Secrétariat se compose d'un Directeur général, qui est l'administrateur général, ainsi que du personnel éventuellement nécessaire.
2. Le Directeur général est désigné par l'Assemblée et responsable devant elle pour un mandat de quatre ans, renouvelable une fois.
3. Le Directeur général est responsable devant l'Assemblée pour la nomination du personnel et l'organisation et le fonctionnement du Secrétariat ainsi que pour la mobilisation de ressources.
4. Le Secrétariat prépare les questions pour suite à donner par l'Assemblée et exécute les décisions dont il est chargé par celle-ci. Il veille à ce que les mesures adéquates soient prises pour assurer le suivi des décisions de l'Assemblée et coordonner les actions des Membres dans la mise en œuvre de ces décisions. Le Secrétariat assure notamment les tâches ci-après :

- a) aider les Points focaux nationaux à préparer les propositions de Programme et les recommandations soumises à l'Assemblée ;
- b) fournir des orientations et un soutien aux Membres pour la mise en œuvre de chaque Programme, notamment pour la collecte de fonds ;
- c) agir au nom de l'Assemblée, ou au nom d'un groupe de Membres participant à un Programme spécifique, à leur demande, et notamment nouer des contacts avec les parties prenantes concernées ;
- d) établir et mettre en œuvre tous moyens de communications, instruments et activités transversales requis pour le fonctionnement de l'ASI et ses programmes, tels qu'approuvés par l'Assemblée.

Article VI

Budget et ressources financières

1. Les frais de fonctionnement du Secrétariat et de l'Assemblée, ainsi que tous les frais liés aux fonctions d'appui et aux activités transversales constituent le budget de l'ASI. Ils sont couverts par :
 - a) des contributions volontaires de ses Membres, des Pays partenaires, des Nations Unies et de leurs institutions ainsi que d'autres pays ;
 - b) des contributions volontaires du secteur privé. En cas de conflit d'intérêt éventuel, le Secrétariat soumet la question à l'Assemblée pour approbation de l'acceptation de la contribution ;
 - c) les recettes pouvant être générées par des activités spécifiques approuvées par l'Assemblée.
2. Le Secrétariat présente des propositions à l'Assemblée en vue de mettre en place et de développer un Fonds de dotation qui générera des recettes pour le budget de l'ASI, avec une dotation initiale de 16 millions USD.
3. Le Gouvernement de l'Inde contribuera à hauteur de 27 millions USD à l'ASI pour la création du fonds, la mise en place des infrastructures ainsi que les dépenses récurrentes sur une période de cinq ans, de 2016-17 à 2020-21. Par ailleurs, les entreprises du secteur public du gouvernement indien, à savoir Solar Energy Corporation of India (SECI) et Indian Renewable Energy Development Agency (IREDA) ont apporté une contribution d'un million USD chacune pour la création du fonds de dotation de l'ASI.
4. Les ressources financières nécessaires pour la mise en œuvre d'un Programme spécifique, autres que les frais administratifs relevant du budget général, sont évaluées et mobilisées par les pays participant à ce Programme avec l'aide et le soutien du Secrétariat.
5. Les activités financières et administratives de l'ASI autres que les Programmes peuvent être sous-traitées à une autre organisation, conformément à un accord séparé à approuver par l'Assemblée.
6. Avec l'accord de l'Assemblée, le Secrétariat peut désigner un auditeur externe pour examiner les comptes de l'ASI.

Article VII

Statut de Membre et de Pays partenaire

1. L'adhésion est ouverte aux Etats riches en ressources solaires situés totalement ou partiellement entre les tropiques du Cancer et du Capricorne et membres des Nations Unies. Ces Etats deviennent Membres de l'ASI après avoir signé le présent Accord et déposé un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
2. Le statut de Pays partenaire peut être accordé par l'Assemblée aux Etats qui ne sont pas situés entre les Tropiques du Cancer et du Capricorne, sont Membres des Nations Unies et ont la volonté et la capacité de contribuer aux objectifs et activités prévues par le présent Accord.
3. Les Pays partenaires sont autorisés à participer aux Programmes de l'ASI avec l'accord des Membres participant au Programme.

Article VIII Organisation partenaire

1. Le statut d'Organisation partenaire peut être accordé par l'Assemblée à des organisations susceptibles d'aider l'ASI à réaliser ses objectifs, notamment des organisations intergouvernementales d'intégration économique régionale constituées par des Etats souverains dont l'un au moins est Membre de l'ASI.
2. Les décisions relatives aux partenariats à conclure dans le cadre d'un Programme spécifique sont prises par les pays participant à ce Programme avec l'approbation du Secrétariat.
3. Les Nations Unies, y compris leurs organes, seront le Partenaire stratégique de l'ASI.

Article IX Observateurs

Le statut d'Observateur peut être accordé par l'Assemblée à des candidats à l'adhésion ou au partenariat dont la demande est pendante ou à toute autre organisation pouvant servir les intérêts et objectifs de l'ASI.

Article X Statut, privilèges and immunités de l'ASI

1. Le Secrétariat de l'ASI possède la personnalité juridique en vertu de l'Accord de siège ainsi que la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner des biens meubles et immeubles et d'ester en justice.
2. En vertu dudit Accord de siège, le Secrétariat de l'ASI jouit des privilèges, avantages fiscaux et immunités applicables nécessaires à son Siège pour s'acquitter de ses fonctions et exécuter ses programmes en toute indépendance, et approuvés par l'Assemblée.
3. Sur le territoire de chaque Membre, sous réserve de sa législation nationale et conformément à un Accord séparé, si nécessaire, le Secrétariat de l'ASI peut jouir des immunités et privilèges nécessaires pour s'acquitter de ses fonctions et exécuter ses programmes en toute indépendance.

Article XI
Amendements et retrait

1. Tout Membre peut proposer des amendements à l'Accord cadre après l'expiration d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord cadre.
2. Les amendements à l'Accord cadre sont adoptés par l'Assemblée à la majorité des deux tiers des Membres présents et votants. Ces amendements entrent en vigueur lorsque les deux tiers des Membres ont exprimé leur approbation conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.
3. Tout Membre peut se retirer du présent Accord cadre moyennant un préavis de trois mois adressé au Dépositaire. Ce retrait est notifié aux autres Membres par le Dépositaire.

Article XII
Siège de l'ASI

Le siège de l'ASI est établi en Inde.

Article XIII
Signature et entrée en vigueur

1. L'Accord cadre est ratifié, accepté ou approuvé par les Etats conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives. Il entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt du quinzième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
2. Pour les Membres qui ont déposé un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation après l'entrée en vigueur de l'Accord cadre, celui-ci entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt de l'instrument en question.
3. Une fois l'ASI établie, le Comité directeur international de l'ASI cesse d'exister.

Article XIV
Dépositaire, enregistrement, authentification du texte

1. Le Gouvernement de la République de l'Inde est dépositaire de l'Accord cadre.
2. Le présent Accord cadre est enregistré par le Dépositaire conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.
3. Le Dépositaire transmet des copies certifiées conformes de l'Accord cadre à toutes les Parties.
4. Le présent Accord cadre, dont les textes français, hindi, et anglais font également foi, est déposé aux archives du Dépositaire.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé l'Accord cadre.

FAIT à New Delhi, le2016, en langues française, hindi, et anglaise, tous les textes faisant également foi.

REPUBLIQUE DU SENEGAL

ASSEMBLEE NATIONALE

XIII^{ème} LEGISLATURE

SESSION ORDINAIRE UNIQUE 2017-2018

RAPPORT

FAIT AU NOM DE

**L'INTERCOMMISSION CONSTITUEE PAR LA COMMISSION DES
AFFAIRES ETRANGERES, DE L'UNION AFRICAINE ET DES
SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR ET LA COMMISSION DU
DEVELOPPEMENT ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**

SUR

**LE PROJET DE LOI N° 23/2017 AUTORISANT LE
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À RATIFIER LA
CONVENTION-CADRE PORTANT CREATION DE
L'ALLIANCE SOLAIRE INTERNATIONALE**

PAR

M. DEMBA BABEL SOW

RAPPORTEUR

Monsieur le Président,

Messieurs les Ministres,

Chers Collègues,

L'Intercommission, constituée par la Commission des Affaires étrangères, l'Union africaine et des Sénégalais de l'Extérieur et la Commission du Développement et de l'Aménagement du Territoire, s'est réunie le lundi 12 février 2018, sous la présidence de Monsieur Pape Sagna MBAYE, Président de la Commission des Affaires étrangères, l'Union africaine et des Sénégalais de l'Extérieur, à l'effet d'examiner le projet de loi n° 23/2017 autorisant le Président de la République à ratifier la Convention-cadre portant création de l'Alliance solaire internationale.

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Sidiki KABA, Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, entouré de ses collaborateurs.

Ouvrant la séance, Monsieur le Président a, au nom de l'Intercommission, présenté à Monsieur le Ministre et à ses collaborateurs, ses vœux de bonne et heureuse année. Il lui a ensuite donné la parole pour l'exposé les motifs sous-tendant le projet de loi.

Prenant la parole, Monsieur le Ministre a indiqué que la Convention- cadre a été élaborée par les pays réunis à Paris, le 30 novembre 2015, à l'initiative du Premier Ministre Indien et du Président de la République française, en marge de la COP 21. Cet instrument doit constituer une plateforme commune de coopération entre les pays riches en ressources solaires situés totalement ou partiellement entre le tropique du Cancer et le tropique du Capricorne.

Ce projet s'inscrit dans un contexte de développement des énergies renouvelables destiné à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les pays du sud disposant d'une énergie solaire particulièrement abondante sont confrontés à une insuffisance de financement et de technologie appropriée. Ainsi, le projet aura pour vocation d'être une plateforme de coopération entre les pays développés disposant de technologie sur le solaire et les pays en développement situés entre les deux tropiques.

Les pays de l'Alliance sont surtout des pays en développement dont 20% de la population n'ont pas accès à l'électricité alors qu'ils représentent 73% de la population mondiale, 36% du PIB, 55% de consommation électrique à l'échelle mondiale et 23 % de la capacité solaire.

Le développement durable, l'accès universel à l'énergie et la sécurité énergétique sont déterminants pour une prospérité partagée et l'avenir de notre planète. Aussi, les énergies renouvelables doivent-elles être mises à la disposition de tous, à un coût abordable. A ce titre, les gouvernements proclament leur intention d'adhérer à l'Alliance solaire internationale afin d'assurer la promotion des bienfaits du soleil.

Les pays signataires ont l'ambition collective d'entreprendre des efforts innovants et concertés afin d'ouvrir la voie aux technologies de production, de stockage et de fabrication de biens reposant sur l'énergie solaire qui soient adaptées aux besoins spécifiques de leurs pays.

Les membres de l'ASI s'engagent à développer deux programmes estimés à mille milliards de dollars d'investissement dans le solaire photovoltaïque d'ici à 2030 et à déployer des applications solaire à usage agricole. Une initiative africaine pour les énergies renouvelables a été mise en place sous la coordination du Président de la République de Guinée.

A l'interne, le Sénégal va bénéficier du gouvernement Indien d'installation de systèmes solaire familiaux au niveau des ménages et de programmes d'exhaure pour la production d'eau potable et d'eau destinée à l'irrigation.

Satisfaits de la présentation de Monsieur le Ministre, vos Commissaires ont adopté, à l'unanimité et sans débat, le projet de loi n° 23/2017 autorisant le Président de la République à ratifier la Convention-cadre portant création de l'Alliance solaire internationale. Ils vous demandent d'en faire autant, s'il ne soulève, de votre part, aucune objection majeure.